



SÉRIE EP. 6 BURNING SKIES : LES CHAMPS FUNÈBRES DES MAJORS DU PÉTROLE

## Pollution : les chiffres noirs du pétrolier français Perenco

**La compagnie familiale, déjà visée par une plainte de deux ONG pour atteintes à l'environnement, émet davantage de CO<sub>2</sub> que TotalEnergies en brûlant le gaz qui s'échappe de ses champs pétroliers en Afrique et au Moyen-Orient, selon des chiffres inédits.**

Yann Philippin, Alexandre Brutelle et Léopold Salzenstein (EIF) -

1 octobre 2024 à 17h19

Le groupe franco-britannique Perenco est une des compagnies pétrolières européennes les plus sales en ce qui concerne le torchage du gaz, cette pratique très nocive pour l'homme et l'environnement qui consiste à brûler l'excès de méthane qui s'échappe des puits de pétrole. C'est ce que révèle le dernier volet de notre enquête « [Burning Skies](#) », menée par Mediapart et 13 médias internationaux, coordonnés par le collectif de journalistes [Environmental Investigative Forum \(EIF\)](#) et le réseau de médias [European Investigative Collaborations \(EIC\)](#).

Si ses revenus sont trente fois inférieurs à ceux de TotalEnergies, Perenco, présent essentiellement en Afrique et en Amérique du Sud, réalise tout de même un chiffre d'affaires estimé à 7 milliards d'euros par an. Le groupe est contrôlé par la famille Perrodo (la 15<sup>e</sup> plus riche de France selon *Challenges*) et dirigé par François Perrodo, fils du fondateur, exilé à Londres. C'est aussi une entreprise aux méthodes très controversées, visée selon *Challenges* par deux [enquêtes judiciaires](#) pour corruption présumée en Afrique, et responsable de nombreux dommages à l'environnement, comme l'ont déjà documenté [Disclose](#) et [Mediapart](#).

Notre enquête « Burning Skies » révèle aujourd'hui l'ampleur de la pollution de l'air provoquée par Perenco en Afrique. Dans les six pays du continent où le groupe est présent (Cameroun, République du Congo, République démocratique du Congo, Gabon, Tunisie et Égypte), ses torchères ont émis environ 66 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> sur la période 2012-2022, selon des données satellitaires que nous avons analysées. Une pollution énorme, supérieure à celle générée par TotalEnergies, pourtant beaucoup plus gros, sur l'ensemble de la zone Afrique et Moyen-Orient (63 millions de tonnes).

La différence est encore plus frappante en analysant les chiffres publiés par les deux entreprises au niveau mondial. Si l'on considère la pollution liée au torchage pour chaque baril de pétrole produit, les émissions de Perenco sont près de dix fois supérieures à celles de TotalEnergies.

Interrogé par Mediapart, Perenco reconnaît que cet écart est lié à son « *modèle économique* », qui consiste à racheter à des majors pétrolières, dont TotalEnergies, de vieux champs de pétrole en fin de vie, qui sont aussi les plus polluants. « *Ces champs plus anciens ont tendance à avoir des émissions plus élevées et une production plus faible, ce qui explique les différences dans les émissions de torchage* », indique le groupe (*lire l'intégralité de la réponse dans les annexes de cet article*).

Mais Perenco ne semble pas faire beaucoup d'efforts pour réduire la pollution de ses vieux puits en Afrique. Après plusieurs années de baisse, le volume de gaz brûlé par le groupe dans la région a progressé d'environ 10 % en 2022, pour atteindre 5,3 millions de tonnes de CO<sub>2</sub>, soit le même niveau qu'en 2018, selon nos estimations.

Nous avons repéré des progressions spectaculaires. Au Gabon, les émissions liées au torchage des champs de Ganga et Kombi ont doublé en 2022 par rapport à l'année précédente, tandis que celles de M'Bya, deuxième permis le plus polluant du groupe en Afrique, ont progressé de 18 %, pour atteindre 670 000 tonnes de CO<sub>2</sub> par an. En

République du Congo, les volumes de gaz brûlés sur le permis de Tchibeli-Litanzi II ont été multipliés par trois en 2022, selon nos estimations.

## Culture de l'opacité

Perenco a refusé de commenter nos chiffres, mais affirme avoir constaté « *d'importants écarts entre les données satellites et la réalité* ». L'entreprise affirme avoir « *toujours essayé de limiter l'impact de ses opérations, y compris les émissions* », et met en avant plusieurs investissements récents destinés à réduire le torchage, en récupérant le gaz pour produire de l'électricité. Les travaux réalisés l'an dernier sur le champ offshore de Tchendo II, en République du Congo, ont permis de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> de 120 000 tonnes par an, selon le groupe.

Mais Perenco reconnaît, dans son dernier rapport sur le développement durable, que son « *intensité de torchage* », c'est-à-dire les émissions moyennes par baril produit, ont augmenté de 5 % l'an dernier. Le groupe affirme que les résultats de ses efforts ne sont pas encore visibles, car certains projets verts sont « *très complexes et très longs à exécuter* ».

Mais le volontarisme de Perenco est sujet à caution. C'est la seule des sept plus grandes compagnies pétrolières européennes qui n'a pas adhéré à l'initiative « Zero Routine Flaring by 2030 » (ZRF) de la Banque mondiale, qui vise à éliminer d'ici 2030 le torchage dit « de routine », qui n'est pas indispensable à la sécurité des installations.

**Plusieurs torchères de Perenco sont situées à proximité directe de zones habitées, notamment en République du Congo.**

Perenco répond qu'il va « *examiner* » une éventuelle adhésion, et qu'il a promis l'an dernier d'atteindre le même objectif. Sauf que les entreprises qui adhèrent à la ZRF doivent publier chaque année le chiffre de leurs émissions liées au torchage de routine, qu'elles s'engagent à supprimer. Perenco ne le fait pas. Il est donc impossible de vérifier que le groupe tient ses promesses.

Cela n'est guère surprenant. Perenco, qui n'est pas coté en Bourse, n'est pas soumis aux mêmes obligations de transparence que les majors pétrolières. L'entreprise cultive l'opacité, à l'image de ses multiples holdings immatriculées dans des paradis fiscaux, longtemps supervisées par l'ancien directeur financier Jean-Michel Runacher, père de l'actuelle ministre de la transition écologique et de l'énergie Agnès Pannier-Runacher (elle a dû se déporter des dossiers liés à Perenco à la suite d'un article de Disclose et Investigate Europe).

En tout cas, les torchères de Perenco continuent de cracher de grandes quantités de fumées toxiques, qui nuisent au climat, à l'environnement (pluies acides), mais aussi aux riverain·es de ses puits – la pollution favorise les maladies respiratoires et de la peau, les problèmes cardiaques ou encore les cancers, selon plusieurs études scientifiques.

Plusieurs torchères de Perenco sont situées à proximité directe de zones habitées, notamment en République du Congo, comme l'a déjà révélé Mediapart. Dans la zone d'Etimboué, sur le littoral au sud de Port-Gentil, « *il y avait des villages entiers quasiment irrespirables à cause de fortes émanations de gaz* », affirme Bernard Christian Rekoula, un lanceur d'alerte franco-gabonais aujourd'hui réfugié en France.

En République démocratique du Congo, Perenco brûle du gaz en continu « *au cœur de la ville de Muanda* », comme l'a relevé dès 2013 le rapport d'une commission d'enquête sénatoriale. En 2022, l'ONG Ressources naturelles et développement (RENAD) confirmait le « *cri d'alarme des populations locales* » à cause du brûlage du gaz dans la région. Le rapport dénonçait notamment, dans un village, la présence d'une « *torchère au ras du sol à environ 100 mètres des habitations* ».

Cette pollution liée au torchage ainsi que des fuites de pétrole sont au cœur de la procédure judiciaire lancée en 2022 par les ONG Sherpa et Les Amis de la Terre contre Perenco, en raison des « *préjudices écologiques* » qui seraient causés par le groupe en République démocratique du Congo.

Contacté par Mediapart, Perenco n'a pas souhaité

commenter l'impact de ses torchères sur la santé humaine, mais affirme « *être exemplaire* » dans les pays où il est présent.

Notre enquête montre enfin que Perenco a brûlé de très gros volumes de gaz dans plusieurs pays africains où le torchage est normalement autorisé uniquement à titre exceptionnel.

Au Cameroun, la loi dispose que les autorisations de torchage sont accordées uniquement lorsque des difficultés techniques et économiques le justifient et pour une durée « *qui ne peut excéder soixante jours* », sous peine de sanctions financières. Les torchères de Perenco ont pourtant émis 23 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> dans le pays entre 2012 et 2022, selon nos estimations.

En République du Congo, les licences de torchage sont également censées être exceptionnelles depuis 2007, et accordées pour une période de douze mois renouvelables. Perenco y a émis environ 5 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> au cours de la dernière décennie.

Au Gabon, une loi de 2014 dispose là aussi que le torchage est normalement interdit, et que les licences ne sont accordées que pour « *une durée déterminée* ». Les champs gabonais de Perenco ont pourtant craché au moins 17 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> depuis l'entrée en vigueur de la loi, et les émissions du groupe ont augmenté de 27 % en 2022.

Contacté à ce sujet, Perenco répond qu'il « *respecte strictement la législation* » des pays où il est présent, ce qui « *inclut dans certains cas l'obtention d'autorisations de torchage* ».

**Yann Philippin, Alexandre Brutelle et Léopold Salzenstein (EIF)**

Si vous avez des informations à nous communiquer, vous pouvez nous

contacter à l'adresse [enquete@mediapart.fr](mailto:enquete@mediapart.fr). Si vous souhaitez adresser des documents en passant par une plateforme hautement sécurisée, vous pouvez passer par SecureDrop de Mediapart, [la marche à suivre est explicitée dans cette page](#).

---

## Boîte noire

L'enquête « Burning Skies » a été menée par quatorze médias internationaux, coordonnés par le collectif de journalistes [Environmental Investigative Forum \(EIF\)](#) et le réseau de médias [European Investigative Collaborations \(EIC\)](#), dont Mediapart est l'un des membres fondateurs.

Outre Mediapart, les médias participant au projet sont *Der Spiegel* (Allemagne), *NRC* (Pays-Bas), *Domani* (Italie), InfoLibre (Espagne), *Expresso* (Portugal), *Le Soir* (Belgique), *Nacional* (Croatie) – tous membres de l'EIC –, ainsi que Daraj (Liban), SourceMaterial (Royaume-Uni), Oxpeckers (Afrique du Sud), Twala (Algérie), NIRIJ et Al-Mirbad (Irak).

Grâce à des données d'observation satellitaires fournies par le Groupe d'observation de la Terre du [Payne Institute for Public Policy](#) et l'ONG environnementale [Skytruth](#), complétées par des recherches en sources ouvertes, nous sommes parvenus à estimer les émissions de gaz à effet de serre provoquées par le torchage pour 665 infrastructures pétrolières et gazières, de 2012 à 2022, dans dix-huit pays d'Afrique et du Moyen-Orient : Afrique du Sud, Mozambique, Angola, Nigeria, Gabon, République du Congo, Cameroun, Guinée équatoriale, Tchad, Côte d'Ivoire, Ghana, Algérie, Tunisie, Égypte, Iraq, Oman, Émirats arabes unis, Qatar. Nous avons ensuite attribué ces émissions aux compagnies pétrolières qui en sont responsables.

Ce travail d'enquête et d'analyse des données, qui a duré un an, a été réalisé par Alexandre Brutelle et Leopold Salzenstein (EIF), avec la collaboration de Mediapart et de l'EIC. Notre méthodologie complète est disponible dans les annexes de cet article.

Contacté par Mediapart, Perenco nous a adressé des réponses écrites, disponibles en intégralité dans les annexes de cet article.

Nos partenaires EIF, Daraj et Oxpeckers ont reçu le soutien financier du [Journalismfund Europe](#).

La charte graphique et les illustrations du projet « Burning Skies » sont signées Justine Vernier et Simon Toupet (Mediapart).